

"Voisinage fidèle, amour et amitié"

Le traité d'alliance entre Bâle et Mulhouse du 5 juin 1506

par Éliane Michelon, Odile Kammerer et Claudius Sieber-Lehmann

L'alliance entre Bâle et Mulhouse, dans le cadre du Saint Empire romain germanique, fut à la fois l'aboutissement d'un long processus et le début d'une nouvelle ère dans l'histoire d'une relation plus formalisée entre la ville épiscopale et la petite ville impériale située au bord de l'III.

Si nous regardons les décennies avant 1506, les événements tumultueux du XVe siècle marquèrent profondément le contenu de notre traité d'alliance. Ce sont des guerres et des crises dont nous saisissons encore les échos à travers la langue juridique très sobre du texte. Rappelons donc ces faits qui ont marqué la mémoire collective des habitants dans la région du Haut-Rhin.

En premier lieu, ce sont les invasions des mercenaires français, communément appelés "Armagnacs" ou "écorcheurs". Durant les années 1439-1444 et par divers raids, ils ont ravagé le plat pays de l'Alsace. La guerre elle-même, omniprésente durant le Bas Moyen Age, ne choquait pas, mais la vitesse, la brutalité et l'envergure des actions de ces bandes déchaînées intimidèrent la population et provoquèrent désarroi et désespoir dans la population paysanne.

L'aide militaire de la Confédération - la désignation "Suisse" pour ce faisceau d'alliances n'est confirmée qu'autour de 1500 - apparut alors comme un miracle, tant pour Bâle que pour Mulhouse. Les militaires venant du sud poursuivaient des buts politiques, mais étaient aussi attirés par la renommée alsacienne. Cette région, en effet, était tenue pour le grenier à blé et la cave à vin de la population de la Confédération. Même aujourd'hui, personne ne le contredirait!

Malgré la défaite des guerriers confédérés à la bataille de Saint Jacques (26 août 1444), les hordes d'Armagnacs, guidées par le dauphin, se retirèrent. Bâle et Mulhouse ayant constaté que les nobles avaient ouvertement ou en secret soutenu les écorcheurs exclurent de plus en plus de l'administration de leurs villes cette ancienne élite. Bien que les Armagnacs n'aient pas pu entrer dans la ville, les finances mulhousiennes perdirent par la suite leur équilibre. La ville avait recruté des soldats pour se défendre, et les dépenses engagées à crédit allaient peser pendant de longues années sur le budget de la ville.

La situation de Mulhouse resta aussi délicate dans le domaine de la politique extérieure. Enclavée au milieu de territoires habsbourgeois, dépendant des privilèges d'un empereur de la même maison, la ville devait veiller au maintien de son statut de ville impériale pour ne pas être fondue dans l'empire habsbourgeois.

C'étaient les nobles autour de Mulhouse qui se chargèrent de harceler le gouvernement urbain. En se faisant les porte-paroles des créanciers, les nobles exercèrent constamment une forte pression sur le magistrat de Mulhouse, connaissant parfaitement l'état fragile des finances urbaines.

Ainsi, la créance d'une somme ridicule - il s'agissait de six deniers - fut prise par les nobles comme prétexte pour attaquer la ville. De nouveau, la Confédération vint à son secours, mais son image héroïque s'assombrit durant la guerre autour de Mulhouse (1466-1469). Pour nuire à la noblesse, les troupes des Confédérés avaient dévasté en effet une soixantaine de villages et détruisirent plus de vingt châteaux. Mulhouse qui avait conclu en 1466 un traité d'alliance défensive avec Berne et Soleure pour vingt-cinq ans acquit la réputation d'une ville passée aux Confédérés ce qui n'améliora pas sa réputation dans la région.

Et la situation empira. Ayant aidé financièrement le duc Sigismond par un prêt, Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, reçut, en gage les territoires habsbourgeois en Alsace. Son bailli Pierre de Hagenbach s'efforça alors de réorganiser l'administration de son domaine; en plus, il poursuivit une politique antiurbaine et intensifia les pressions. Bâle et Mulhouse se virent poussées dans leurs derniers retranchements par un bailli utilisant son pouvoir sans ménagement. Quand il eut ordonné la suspension du marché de grains entre les territoires habsbourgeois et les villes impériales, un seuil décisif fut franchi, car chaque ville dépendait alors de la campagne qui garantissait le ravitaillement de la population urbaine.

La chute du bailli Hagenbach et les guerres contre le duc de Bourgogne amenèrent une première et étroite collaboration entre Mulhouse, Bâle ... et les Confédérés qui entrent alors en scène. Dès la victoire sur le Téméraire, la ville au bord de l'Ill et la ville au bord du Rhin se trouvèrent dans un ménage à trois avec la Confédération.

La situation financière de Mulhouse ne s'améliora pas. En 1485, la dette de la ville s'élevait à près de 12 000 florins, une somme astronomique. Les Bâlois consentirent à des emprunts, mais, pour les Mulhousiens, comment payer leurs dettes? En plus, la paix ne fut pas acquise après la victoire sur le duc de Bourgogne. Il fallut attendre 1499 et la guerre de Souabe - qu'on nomme "Schweizerkrieg" en Allemagne - pour clarifier la situation. Les victoires des Confédérés, les défaites des armées habsbourgeoises montrèrent que la maison d'Autriche n'était plus capable de se défendre contre une Confédération se souciant peu du droit et de la tradition. L'adhésion inattendue de Bâle à la Confédération en 1501 - en quelque sorte une mésalliance avec un partenaire plutôt sauvage et de mauvaise réputation - confirma cette situation.

Jusque-là, le présent article ne parle que de guerres, victoires et victimes. Une telle historiographie sous le signe de conflits n'est-elle pas démodée? Cette critique est tout à fait pertinente, mais il faut souligner que le

système de la brutalité - la vraie désignation de la guerre - s'était transformé profondément au cours des XIVe et le XVe siècles. Contrairement aux siècles précédents, ce n'étaient plus des combattants nobles, mais des professionnels qui se livraient bataille. Ils étaient payés pour gagner quelque soit la méthode, et les règles du jeu de la guerre s'en trouvaient profondément modifiées. Les mercenaires ne faisaient plus de prisonniers, mais éliminaient sans merci leurs adversaires, un procédé systématiquement utilisé par les Confédérés. Comme de vrais professionnels, ils se faisaient payer cher pour commettre des atrocités; sauf en cas d'aide mutuelle entre les membres de la Confédération, le soutien militaire était en général gratuit.

Or, la guerre professionnalisée des mercenaires devenait hors de prix. Mulhouse en avait déjà fait l'expérience durant la guerre des écorcheurs, et Bâle arrivait à la même constatation après les guerres contre le duc de Bourgogne et les Souabes.

En s'associant en 1501 à la Confédération, la ville de Bâle abandonnait sa neutralité et son indépendance politique, et se procurait par conséquent une protection gratuite et efficace. Ce revirement entraîna des suites financières. Les Bâlois participaient dorénavant au marché des mercenaires et pouvaient se faire enrôler comme soldats suisses. L'intérêt d'un tel "travail" était apprécié et répandu dans toute la société, car on pouvait gagner beaucoup d'argent en peu de temps et monter dans l'échelle sociale - pourvu qu'on rentrât sain et sauf! Un deuxième avantage économique se révéla à long terme. Bâle devint la plaque tournante pour les énormes transactions financières qui étaient liées au commerce de la guerre. Les princes et seigneurs payaient plus ou moins ouvertement des rémunérations - appelées "pensions" - aux magistrats et aux personnes influentes de la Confédération pour avoir accès au marché des mercenaires suisses. Après le transfert de ces rémunérations suivaient les versements de soldes pour les mercenaires. Les profits de ces transactions étaient considérables et le signe de cet essor économique fut l'établissement d'une banque publique à Bâle, bien avant les banques publiques de Gênes, Venise et Barcelone!

La ville de Mulhouse fut au moment du choix à deux atouts l'un politique l'autre économique : d'un côté la protection contre les incursions des nobles et de l'autre côté la participation au réseau des Confédérés. Son alliance avec Berne et Soleure se termina en 1491 et ne fut pas renouvelée. La Décapole, une alliance des villes alsaciennes de la rive gauche du Rhin, n'assurait plus une protection efficace contre guerre et impôts. Même une autre association, la "Ligue Basse", ne pouvait plus venir en aide à Mulhouse. C'était une association de plusieurs villes situées au bord du Rhin (Bâle, Strasbourg, Mulhouse etc.) qui s'était formée pendant les guerres contre le duc de Bourgogne; son nom "Niedere Vereinigung" faisait figure de partenaire avec les "Oberländer", c'est-à-dire les Suisses. Après la défaite bourguignonne, la Ligue Basse avait perdu sa raison d'être.

En même temps, l'alliance inattendue de Bâle avec la Confédération en 1501 avait alerté les Habsbourgeois. Dès 1502, les représentants du roi Maximilien Ier offraient aux Mulhousiens un "schirmgelt", une somme que la ville devait recevoir chaque année de l'Autriche; c'était l'équivalent des pensions que les Suisses recevaient.

Mais les délégués de Mulhouse résistèrent apparemment à cette offre. Le 26 avril 1505, le bourgmestre Ulrich Gerber et le greffier-syndic Johann Ulrich Gamsharst de Mulhouse furent invités à un entretien avec le délégué Heid, conseiller et représentant du roi Maximilien Ier. Au début, Heid leur proposa les avantages d'une protection habsbourgeoise; ayant remarqué une certaine hésitation mulhousienne, il eut un accès de fureur et menaça la ville de lui retirer ses privilèges. Bourgmestre et greffier-syndic en tirèrent les conclusions : la politique du gouvernement mulhousien devait être le rapprochement avec Bâle et l'expulsion des dirigeants nobles acquis à la cause habsbourgeoise.

Pour contrecarrer cette orientation politique, une guerre d'insultes et de calomnies se développa. Le premier mai 1505, une altercation entre compagnons et serviteurs nobles se termina en bagarre, heureusement sans personnes blessées. Dix jours plus tard, le dimanche de Pentecôte, le 11 mai 1505, le bourgmestre Ulrich Gerber trouva une feuille affichée sur son banc dans l'église. Ses adversaires lui reprochaient de chercher l'alliance avec Bâle et aussi avec la Confédération, et ils associèrent leur critique à une calomnie classique : s'allier avec Bâle et la Confédération était l'équivalent d'une entente avec des gens pratiquant la sodomie avec des vaches ("Kuhschweizer"). Une telle insulte comportait des implications graves car la zoophilie signifiait par tradition l'appartenance à un groupe hérétique, condamné à être extirpé de la société chrétienne.

Néanmoins, les Mulhousiens conclurent le traité d'alliance le 5 juin 1506. Son texte montre clairement les préoccupations de la ville au bord de l'III :

- maintenir l'entente avec Bâle, ville alliée, mais éloignée par les territoires habsbourgeois entre les deux;
- s'assurer d'une protection en cas de guerre, sans devoir payer un éventuel soutien militaire;
- régler les conflits qui pourraient émerger entre les deux villes;
- préparer une adhésion future à la Confédération Suisse en s'appuyant sur l'intercession amicale de Bâle;
- renoncer à toutes les autres alliances proposées par des princes et nobles;
- établir un système de pacification efficace avec l'aide d'un tribunal arbitral qui serait bien sûr assuré par la Confédération Suisse;
- garantir la libre circulation des marchandises entre Mulhouse et Bâle;
- limiter les relations avec le Saint Empire romain en se concentrant sur les institutions impériales, sans tenir compte de la tête (habsbourgeoise) de l'Empire.

La réaction adverse fut immédiate, et le conseil de Mulhouse se plaignit auprès de Bâle que la promulgation du traité d'alliance avait suscité beaucoup de protestations du côté des nobles mulhousiens et leurs partisans. Comment les Bâlois réagirent-ils? Par une invitation destinée aux nouveaux alliés mulhousiens pour se rendre à la kermesse de Liestal le 24 août 1506.

La distance entre Mulhouse et Liestal est à peu près de 50 kilomètres et excède une journée de marche. Les Mulhousiens étaient donc contraints de passer une nuit chez leurs nouveaux alliés ...

Ainsi, le 24 août 1506, les Mulhousiens partirent très tôt, accompagnés par 60 gens d'armes avec tambours et fifres; ils passèrent par les territoires habsbourgeois et arrivèrent à Bâle où leurs nouveaux alliés les attendaient. Ensuite, les deux groupes se rendirent à Liestal et y fêtèrent la kermesse. En rentrant, les Mulhousiens - sûrement un peu fatigués - passèrent la nuit à Bâle, tout en continuant les festivités. Lors du retour du lendemain, cette mise en scène prouva l'efficacité de la nouvelle alliance : à Sierentz, une foule attendait au bord de la route et insulta les Mulhousiens qui rentraient. Ceux-là ne réagirent pas, battirent leur tambours et passèrent. Les adversaires n'osèrent pas les attaquer : la protection de la nouvelle alliance avait fonctionné !

Mais les Mulhousiens ne pouvaient tolérer l'insulte. Ils protestèrent contre ces attaques, et un tribunal chargé de l'arbitrage se réunit en mars 1507 pour prononcer sa sentence dans les litiges entre Mulhouse et ses adversaires habsbourgeois. Nous possédons un dossier du greffier-syndic de Mulhouse qui énumère les invectives subies par les Mulhousiens. Comme il fallait s'y attendre, ils furent traités de sodomites de vaches et de traîtres; la formule classique de la calomnie était "gels kwmul", "bouche de vache jaune", car la couleur jaune désignait par tradition le traître. De plus, le petit noble Hans vom Haus avait tout essayé pour troubler la paix urbaine : tuer le père du bourgmestre en fonction, soutirer de l'argent aux Mulhousiens, disposer d'une bande de jeunes qui devaient sonner un cor de vaches et crier "sodomites de vaches" et provoquer des réactions contre la noblesse en général.

Ces épisodes nous semblent aujourd'hui ridicules - mais ils occupèrent même la tête du Saint Empire romain germanique, Maximilien Ier.

Il fallut régler ces conflits de nouveau par un tribunal d'arbitrage. Les quatre juges nommés venaient tous de la Confédération et ils prononcèrent leur jugement le 23 avril 1507, le jour de la Saint-Georges, provocation, s'il on songe qu'il s'agit du saint patron de la noblesse. Les juges décidèrent que dorénavant toutes les provocations et insultes devaient cesser et la libre circulation des marchandises entre Mulhouse, Bâle et ses voisins devrait être garantie; chaque partie respecterait les contraintes juridiques de son territoire. Ce furent surtout les guerres d'insultes que ce tribunal voulait abolir. Les juges exigèrent que cette décision fût promulguée par proclamation et par écrit dans les territoires habsbourgeois et mulhousien. Les archives mulhousiennes en gardent encore aujourd'hui un exemplaire imprimé.

La ville de Mulhouse se conforta ainsi en 1506 dans son alliance avec Bâle, et en 1515 avec la Confédération.

Affaire à suivre ...

"Trûw nachpurschafft, lieb und fruntschafft"

Der Bündnisvertrag zwischen Basel und Mülhausen vom 5. Juni 1506

von Éliane Michelon, Odile Kammerer und Claudius Sieber-Lehmann

Das Bündnis zwischen Basel und Mülhausen bedeutete den Abschluss einer langen Entwicklung und den Beginn eines neuen Abschnitts: Die Beziehung zwischen der freien Bischofsstadt Basel und der kleinen Reichsstadt am Ufer der Ill erhielt eine rechtliche Grundlage, wobei das Heilige Römische Reich den äusseren Rahmen bildete.

Wenn wir die Jahrzehnte vor 1506 in Betracht ziehen, so zeigt sich, dass einschneidende Ereignisse des 15. Jahrhunderts den Inhalt des vorliegenden Bündnisses stark prägten. Kriege und Krisen spiegeln sich in der trockenen Rechtssprache des Textes. Im Folgenden geht es deshalb darum, zuerst an die Ereignisse zu erinnern, welche das kollektive Gedächtnis der Menschen am Hochrhein prägten.

An erster Stelle stehen die Einfälle der französischen Söldner, die "Armagnaken" oder "Schinder" genannt wurden. Zwischen 1439 und 1444 verheerten sie mit verschiedenen Überraschungsangriffen die Landgebiete im Elsass. Dabei beeindruckte weniger der Krieg an sich, der im Spätmittelalter allgegenwärtig war, die Bevölkerung, sondern die Schnelligkeit, die Brutalität und das Ausmass der Kriegshandlungen, die von enthemmten Banden begangen wurden und Schrecken sowie Verzweiflung bei der bäuerlichen Bevölkerung hervorriefen.

Die militärische Hilfe der Eidgenossenschaft - die Bezeichnung "Schweiz" für dieses Bündnisgeflecht setzte sich erst um 1500 durch - erschien damals für Basel und auch Mülhausen wie ein Wunder. Die Kämpfer aus dem Süden verfolgten einerseits politische Ziele, andererseits wurden sie vom guten Ruf des Elsasses angezogen. Es galt als Kornkammer und Weinkeller der Eidgenossenschaft. Auch heute würde niemand widersprechen!

Obwohl die Eidgenossen bei St. Jakob am 26. August 1444 den Armagnaken unterlagen, zogen sich diese unter der Führung des Dauphins zurück. Basel und Mülhausen mussten aber feststellen, dass die Adligen offen oder verdeckt die "Schinder" unterstützt hatten; sie schlossen deshalb je länger, je mehr die alte adlige Führungsschicht aus der Regierung ihrer Städte aus. Zwar hatten die Armagnaken die Stadt Mülhausen nicht betreten können, aber dessen Finanzhaushalt geriet aus dem Lot. Die Stadt hatte zu ihrer

Verteidigung Söldner angeworben, und die damit verbundenen Schulden belasteten während vieler Jahre das städtische Budget.

Auch hinsichtlich seiner Aussenbeziehungen blieb die Situation Mülhausens heikel. Es lag mitten im habsburgischen Territorium und war abhängig von den Privilegien eines Reichsoberhauptes, welches aus dem gleichen Adelshaus stammte. Die Stadt musste darauf achten, ihren Status als Reichsstadt zu behalten, um nicht im habsburgischen Territorium aufzugehen.

Die Adligen rings um Mülhausen übernahmen nun die Aufgabe, das städtische Regiment in die Enge zu drängen. Sie schlangen sich als Wortführer der städtischen Gläubiger auf und übten fortwährend Druck auf die Regierung Mülhausens aus, da sie um die heikle Lage der städtischen Finanzen wussten.

So kam es, dass eine lächerliche Schuld - es handelte sich um sechs Pfennige - von den Adligen zum Vorwand genommen wurde, die Stadt anzugreifen. Erneut kamen die Eidgenossen zu Hilfe, aber ihr Ansehen als heldenhafte Retter verringerte sich anlässlich der Auseinandersetzungen um Mülhausen (1466-1469), weil sie rund 60 Dörfer verwüsteten und 20 Schlösser zerstörten. Mülhausen hatte 1466 ein 25-jähriges Verteidigungsbündnis mit Bern und Solothurn geschlossen. Es galt fortan als Stadt, die zu den Eidgenossen übergelaufen war, was das Ansehen Mülhausens in der Region nicht verbesserte.

Die Situation verschlechterte sich sogar. Karl der Kühne hatte Herzog Sigismund mit einem Kredit unterstützt und im Gegenzug die habsburgischen Territorien am Oberrhein als Pfand erhalten. Sein Landvogt Peter von Hagenbach reorganisierte die Verwaltung dieser Herrschaftsgebiete; gleichzeitig verfolgte er eine städtefeindliche Politik und erhöhte den Druck auf Basel und Mülhausen. Diese fühlten sich von einem Landvogt, der seine Machtmittel bis an die Grenzen ausnützte, in die Ecke gedrängt. Als er anordnete, dass der Getreidehandel zwischen den habsburgischen Gebieten und den Reichsstädten aufgehoben werden solle, war das Mass voll, denn jede Stadt war damals vom Land abhängig, welches die Getreideversorgung der städtischen Bevölkerung garantierte.

Der Sturz des Landvogts Hagenbach und die Burgunderkriege brachten eine erste und enge Zusammenarbeit zwischen Basel, Mülhausen ... und den Eidgenossen, die nun geschlossen auftraten. Seit dem Sieg über Karl den Kühnen befanden sich die Städte an Ill und Rhein in einem Dreiecksverhältnis mit der Eidgenossenschaft.

Die finanzielle Lage Mülhausens verbesserte sich nicht. Im Jahre 1485 betrugen die Schulden etwa 12'000 Gulden, eine astronomische Zahl. Die Basler erklärten sich zu Krediten bereit, aber wie sollte Mülhausen seine Schulden bezahlen. Zudem hatte der Friede nach dem Sieg über den Burgunderherzog nicht Bestand. Erst der Schwabenkrieg - der in Deutschland "Schweizerkrieg" genannt wird - klärte 1499 die Situation. Die Siege der Eidgenossen und die Niederlagen der habsburgischen Truppen zeigten, dass das Haus Österreich nicht mehr in der Lage war, sich gegen eine Eidgenossenschaft zur Wehr zu setzen, die sich wenig um Recht

und Herkunft kümmerte. Der überraschende Anschluss Basels an die Eidgenossenschaft im Jahre 1501 - eigentlich eine Missheirat mit einem unberechenbaren Partner zweifelhaften Rufs - bestätigte diese Sachlage.

Bis jetzt spricht der vorliegende Text nur von Kriegen, Siegen und Opfern. Ist eine solche Geschichtsbetrachtung unter dem Blickwinkel von Konflikten nicht überholt? Tatsächlich ist eine solche Kritik berechtigt, aber die systematische Gewaltanwendung - so lässt sich "Krieg" wohl am besten umschreiben - hatte sich im Verlauf des 14. und 15. Jahrhunderts grundlegend gewandelt. Im Gegensatz zu früheren Jahrhunderten waren es nicht mehr adlige Kämpfer, sondern Berufskrieger, die sich Schlachten lieferten. Sie wurden dafür bezahlt zu gewinnen, koste es, was es wolle. Die Regeln der Kriegführung veränderten sich deswegen völlig. Die Söldner machten keine Gefangenen mehr, sondern töteten ohne Gnade ihre Gegner, ein Vorgehen, das vor allem die Eidgenossen systematisch anwandten. Und wie richtige Berufskrieger liessen sie sich teuer dafür bezahlen, Grausamkeiten zu verüben; nur die innereidgenössischen militärischen Hilfeleistungen waren üblicherweise kostenlos.

Der professionell geführte Krieg wurde damit aber unbezahlbar. Mülhausen hatte dies bereits während des Kriegs mit den Armagnaken erfahren, und Basel gelangte zur gleichen Feststellung nach den Kriegen gegen den Herzog von Burgund und die Schwaben.

Basel gab 1501 seine Neutralität und politische Unabhängigkeit auf und schloss sich der Eidgenossenschaft an; gleichzeitig verschaffte es sich einen kostenlosen und wirksamen Schutz. Diese Neuorientierung hatte finanzielle Folgen. Die Basler nahmen fortan am Handel mit Söldnern teil und konnten sich selber als Schweizer Söldner anwerben lassen. Das Interesse für eine derartige "Arbeit" war gross und in der ganzen Gesellschaft verbreitet. Man konnte nämlich viel Geld in wenig Zeit verdienen und einen sozialen Aufstieg verwirklichen - vorausgesetzt, man kam gesund heim! Ein zweiter wirtschaftlicher Gewinn zeigte sich erst im Verlauf der Zeit. Basel wurde die Drehscheibe für die enormen finanziellen Transaktionen, welche das Geschäft mit dem Krieg nach sich zog. Die Fürsten und Herren zahlten mehr oder weniger offen Entschädigungen - so genannte "Pensionen" - an die Behörden und Entscheidungsträger innerhalb der Eidgenossenschaft, um Zugang zum Markt mit Schweizer Reisläufnern zu haben. Auf die Pensionen folgten die Soldzahlungen für die Söldner. Die Profite aus diesen Transaktionen waren hoch, und das äussere Zeichen dieses wirtschaftlichen Aufschwungs war die Einrichtung einer öffentlichen Bank in Basel, deutlich früher als in Genua, Venedig und Barcelona!

Mülhausen war zu diesem Zeitpunkt aus politischen und ökonomischen Gründen an zwei Dingen interessiert: Einerseits am Schutz gegen adlige Angriffe und andererseits an einer Teilnahme am Bündnisnetz der Eidgenossen. Seine Allianz mit Bern und Solothurn endete 1491 und wurde nicht erneuert. Der Zehnstädtebund, ein Bündnis elsässischer Städte der linken Rheinseite, versprach keinen Schutz mehr gegen Krieg und Abgaben. Auch die "Niedere Vereinigung" konnte Mülhausen nicht mehr helfen. Es

handelte sich dabei um einen Zusammenschluss mehrerer Städte am Rhein (Basel, Strassburg, Mülhausen usw.). Das Bündnis war während der Kriege gegen den Herzog von Burgund zustande gekommen, und sein Name bezeichnete den Gegenpol zu den "Oberländern", den Eidgenossen. Nach der burgundischen Niederlage hatte die "Niedere Vereinigung" aber ihre Existenzberechtigung verloren.

Gleichzeitig hatte der unerwartete Anschluss Basels an die Eidgenossenschaft im Jahre 1501 die Habsburger alarmiert. 1502 boten die Vertreter von König Maximilian I. den Mülhausern ein "schirmgelt" an, eine Geldsumme, die die Stadt jedes Jahr von Österreich erhalten sollte; dies war sozusagen das Gegenstück zu den "Pensionen", welche die Schweizer erhielten. Die Mülhauser Vertreter gingen auf dieses Angebot anscheinend nicht ein. Am 26. April 1506 nahmen der Bürgermeister Ulrich Gerber und der Stadtschreiber Johann Ulrich Gamsharst an einer Unterredung mit dem Gesandten Heid teil, der Berater und Stellvertreter von König Maximilian I. war. Anfangs schilderte ihnen Heid die Vorzüge eines österreichischen Schutzes. Als er auf der Seite der Mülhauser eine gewisse Zurückhaltung bemerkte, geriet er in Zorn und drohte, der Stadt werde ihre Freiheitsprivilegien entzogen. Bürgermeister und Stadtschreiber zogen ihre Konsequenzen: Die Politik der Mülhauser Obrigkeit bestand inskünftig darin, sich Basel anzunähern und die Adligen, die habsburgisch gesinnt waren, zu vertreiben.

Um diese Neuausrichtung zu hintertreiben, begann ein Schmä- und Schimpfkrieg. Am 1. Mai 1505 entwickelte sich eine Meinungsverschiedenheit zwischen Gesellen und adligen Dienern zu einer Prügelei, glücklicherweise ohne Verletzte. Zehn Tage später, am Pfingstsonntag, den 11. Mai 1505, fand Bürgermeister Ulrich Gerber ein Blatt, das auf seiner Kirchenbank angeheftet war. Seine Gegner waren ihm vor, ein Bündnis mit Basel und auch der Eidgenossenschaft zu suchen, und sie verbanden ihre Kritik mit einer gängigen Verunglimpfung: Wer sich mit Basel und der Eidgenossenschaft verband, suchte Kontakt mit Leuten, welche Sodomie mit Kühen trieben ("Kuschweizer"). Eine derartige Schmähung hatte schwerwiegende Konsequenzen, denn Sodomiter wurden traditionsgemäss mit Ketzern gleichgesetzt, die aus der christlichen Gesellschaft ausgemerzt werden mussten.

Dennoch schlossen die Mülhauser den Bündnisvertrag vom 5. Juni 1506. Sein Text zeigt deutlich die vorrangigen Bedürfnisse der Stadt am Ufer der Ill:

- Aufrechterhaltung des guten Einverständnisses mit Basel, einer verbündeten Stadt, die aber aufgrund der habsburgischen Gebiete von Mülhausen abgeschnitten ist;
- Verlässlicher Schutz im Kriegfall, ohne dass eine eventuelle militärische Hilfe bezahlt werden muss;
- Regelung der Konflikte, die unter Umständen zwischen den beiden Städten entstehen können;
- Vorbereitung eines künftigen Anschlusses an die schweizerische Eidgenossenschaft, wobei Basel dies

in freundschaftlicher Weise fördern werde;

- Absage an alle anderen Bündnisse, die von Fürsten und Herren vorgeschlagen werden;
- Einrichtung eines Systems zur Friedenswahrung mit Hilfe eines Schiedsgerichts, das von der schweizerischen Eidgenossenschaft garantiert wird;
- Gewähr des freien Warenverkehrs zwischen Mülhausen und Basel;
- Einschränkung der Beziehungen zum Heiligen Römischen Reich, indem nur auf das Reich als Institution, nicht aber auf das Reichsoberhaupt Rücksicht genommen wird.

Die Reaktion der Gegner erfolgte sogleich, und der Rat von Mülhausen beklagte sich bei Basel, dass die Verkündigung des Bündnisvertrags zu lautstarkem Protest der Mülhauser Adligen und ihrer Parteigänger geführt habe. Wie verhielten sich die Basler? Indem sie die neuen Mülhauser Verbündeten einluden, das Kirchweihfest in Liestal am 24. August 1506 zu besuchen.

Die Distanz zwischen Mülhausen und Liestal beträgt etwa 50 Kilometer und übersteigt einen Tagesmarsch. Die Mülhauser waren deshalb gezwungen, eine Nacht bei ihren neuen Verbündeten zu verbringen ...

Am 24. August 1506 brachen deshalb die Mülhauser sehr früh auf, begleitet von 60 Bewaffneten, Trommlern und Peifern. Sie durchquerten die habsburgischen Gebiete und kamen nach Basel, wo sie ihre neuen Verbündeten erwarteten. Danach begaben sich beide Gruppen nach Liestal und feierten die Kirchweihe. Auf dem Rückweg verbrachten die Mülhauser - vermutlich ein wenig ermüdet - die Nacht in Basel und setzten die Festlichkeiten fort. Anderntags auf dem Rückweg zeigte sich, dass die demonstrative Einladung die Wirksamkeit des neuen Bündnisses bewies: In Sierentz erwartete am Strassenrand eine Menschenmenge die zurückkehrenden Mülhauser und beschimpfte sie. Diese reagierten nicht, schlugen ihre Trommeln und zogen durch. Die Gegner wagten keinen Angriff: Der Schutz des neuen Bündnisses wirkte.

Die Mülhauser konnten die Schmähung aber nicht zulassen. Sie protestierten gegen diese Angriffe, und ein Schiedsgericht versammelte sich im März 1507, um seine Entscheidung in den Streitigkeiten zwischen Mülhausen und seinen habsburgischen Gegnern zu verkünden. Wir besitzen ein Dossier des Mülhauser Stadtschreibers, worin die Schmähungen erwähnt werden, welche die Mülhauser erdulden mussten. Erwartungsgemäss wurden sie als Kuhsodomiten und Verräter beschimpft; die gängige Form der Verleumdung war "gelbes Kuhmaul", denn Gelb bezeichnete traditionsgemäss das Vergehen des Verrats. Zudem hatte Junker Hans vom Haus nichts unterlassen, um den Stadtfrieden zu stören: Er tötete den Vater des amtierenden Bürgermeisters, er stahl den Mülhausern Geld und organisierte eine Bande Jugendlicher, die in Kuhhörner bliesen und "Kuhschweizer" schrieten, um Gegenreaktionen gegen die Adligen

herauszufordern.

Diese Vorfälle erscheinen uns heute lächerlich - aber sie beschäftigten sogar das Oberhaupt des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation, Maximilian I.

Erneut musste ein Schiedsgericht diese Konflikte regeln. Die vier Schiedleute kamen alles aus der Eidgenossenschaft, und sie verkündeten ihr Urteil am 23. April 1507, am Tag des Hl. Georg; dabei handelte es sich um eine kleine Provokation, denn der Heilige galt als Schutzherr des Adels. Die Richter entschieden, dass fortan alle Provokationen und Schmähungen aufhören sollten und der freie Warenverkehr zwischen Mülhausen, Basel und den Nachbarn garantiert sei; jede der beiden Parteien müsse die rechtlichen Bedingungen in ihrem Herrschaftsgebiet respektieren. Es waren vor allem die Schimpfkriege, die das Schiedsgericht verhindern wollte. Die Richter verlangten, dass ihre Entscheidung mündlich und schriftlich verbreitet werde, und dies sowohl im habsburgischen als auch im Mülhauser Territorium. Das Mülhauser Archiv besitzt heute noch ein gedrucktes Flugblatt mit den entsprechenden Verordnungen.

So gewann Mülhausen 1506 durch den Bündnisvertrag mit Basel an Stärke, und 1515 kam die Eidgenossenschaft hinzu. Eine Angelegenheit, die im Auge behalten werden muss ...